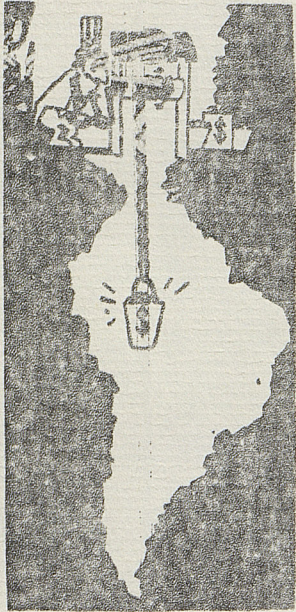
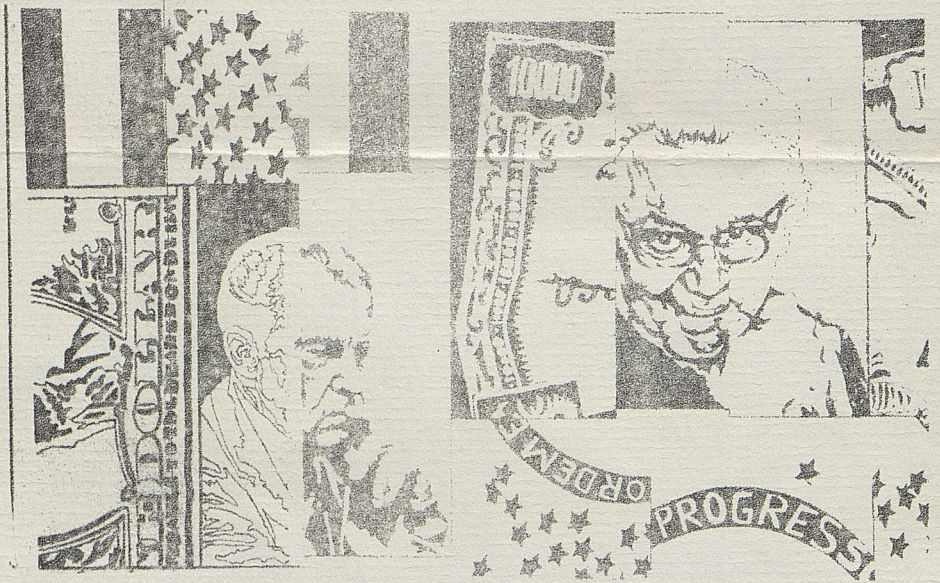


7



[juin 1971]



front brésilien d'information

40 P. 8029

SOMMAIRE

<u>Résistance populaire au Brésil</u>	p.3
<u>NOUVELLES EN BREF:</u>	
Herbert de Carvalho arrêté.....	p.9
Remis en liberté par les militaires, il est enlevé par les policiers.....	p.9
Un prêtre hollandais cité en justice.....	p.9
Un citoyen brésilien arrêté en Uruguay.....	p.10
Des presbiteriens veulent enquêter sur les tortures.....	p.10
Bethlem: Tutelle sur la Bolivie.....	p.10
Portugal et Brésil: alliance coloniale.....	p.10
La disparition des indiens.....	p.11
Premier: Armement.....	p.11
Police militaire: la prévision la plus importante du budget de l'Etat de Guanabara.....	p.11
Radio Nationale: Propagande de la dictature en 4 langues.....	p.11
<u>Le Scandale du Siècle: La Construction du Pont Rio-Niterói</u>	p.12
<u>'Dénationalisation' de l'Economie Brésilienne</u>	p.13
<u>Brésil le Gendarme du Continent Latino-Américain</u>	p.14

Front Brésilien d'Informations, fondé en novembre 1969 et organisé de façon autonome au service de la révolution brésilienne.

RESISTANCE POPULAIRE AU BRÉSIL

Plusieurs fois déjà, la dictature brésilienne a annoncé la fin de la lutte révolutionnaire dans notre pays. C'est une vieille technique de propagande utilisée par toutes les tyrannies. Les nazis l'ont employée lors de la seconde guerre mondiale; les français en Algérie; Batista à Cuba; les Américains au Vietnam. Le contrôle de la presse, la radio, la T.V. par une censure féroce sont autant de moyens qui parfois arrivent à désorienter l'opinion publique et à affecter psychologiquement l'adversaire. Cependant, la poursuite de la lutte détruit peu à peu / le chantage. Ce numéro présente un bilan de la lutte révolutionnaire et de la résistance populaire au Brésil, lors des cinq premiers mois de l'année 1971.

Ceará, 3 janvier:

Echange de coups de feu entre ouvriers agricoles et policiers à Canindé; la raison: un grand propriétaire local (Cesar Campos) avait or donné aux policiers d'enlever les tuiles des maisons des ouvriers.

Amazonas, 3 janvier:

Sur les rives du lac Janauacá, 200 pêcheurs se battirent contre un com mando militaire pour défendre leur droit de pêcher à cet endroit.

Guanabara, 5 janvier:

Ce jour-là, plusieurs actions d'expropriations ont été faites à Rio de Janeiro par plusieurs organisations révolutionnaires: 4 voitures Volkswagen, et 45.500,00 cruzeiros (soit 9.100 dollars), dans un poste d'essence Esso, quartier Leblon.

Guanabara, 14 janvier:

Libération de 70 prisonniers politiques en échange de l'ambassadeur Suisse Bucher, enlevé par l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire (V. P.R.)

Ceará, 16 janvier:

2.000 nordestins affamés saccagèrent les dépôts de la ville de Jati. Dans le Sud de ce même état, des groupes d'affamés envahissent les villes. La panique règne chez les commerçants, et un état de tension s'installe au Ceará.

São Paulo, 19 janvier:

La voiture de ramassage de l'argent de la Banque Auxiliaire de São Paulo est attaquée par un groupe de révolutionnaires, armés. Ils emportent 500.000,00 cruzeiros, soit 100.000 dollars.

Ceará, 20 janvier:

1.500 affamés attaquent la ville de Sabueiro, emportent denrées alimentaires et des marchandises des magasins.

Pernambuco, 21 janvier:

La ville de Sanharó est à nouveau envahie par les paysans qui réclament travail et pain.

Pernambuco, 23 janvier:

Des familles résidant à Ribeiro de Ipanema, Guamumbi, Tanque et Amaro envahissent la ville de Brique, s'installent sur la place principale

jusqu'à ce que le maire leur donne de quoi manger. Au cours de ces 2 derniers mois, elles ne s'alimentaient que de "cactus" (ce qu'on donne au bétail).

São Paulo, janvier:

Des ouvriers métallurgistes, chimistes, de la construction civile, tous jours en janvier, ont paralysé le travail: ils exigeaient le paiement de salaires en retard. Il s'agit des entreprises suivantes: Goiana, Marbras, Tamo et Tecnofim.

Rio de Janeiro, 1er. février:

Un commando constitué de 6 jeunes gens, armés de mitraillettes attaque le supermarché "Ideal", en plein centre ville. Les patriotes emportent 40 mille cruzeiros, soit 8.000 dollars.

Guanabara, 8 février:

Trois combattants mettent le feu à une tour de radio patrouille, dans le quartier de Campo Grande.

Rio de Janeiro, 9 février:

Tout l'arsenal de répression est mis en place pour capturer le commando qui après avoir contrôlé les gardiens, a mis le feu au répéteur de micro-ondes de la Centrale Electrique de Furnas.

São Paulo, 10 février:

Un commando révolutionnaire exproprie 2 carabines CBC, calibre 22, un revolver calibre 38 et 270 mille cruzeiros (soit 54.000 dollars) de la Société Anonyme Mangels Industriel, société nord-américaine, située à 500 mètres du Parc Moto mécanisé de la II Région Militaire.

São Paulo, 15 février:

A 9h30, l'Université Catholique (P.U.C.) est prise militairement par le commando José Wilson Saabag, les guérilleros pénètrent au Rectorat, de la PUC, immobilisent les fonctionnaires, qui n'offrent aucune résistance, car ils comprennent immédiatement l'objectif politique de cette action. Les étudiants qui paient leurs inscriptions saluent les révolutionnaires. Au cours de cette action 33.000 cruzeiros sont expropriés, soit 6.500 dollars.

Rio de Janeiro, 16 février:

Des commandos distincts effectuent 4 actions; résultat: 215 mille cruzeiros, soit 43.000 dollars sont expropriés. Les actions sont les suivantes:

-attaque d'une grande bijouterie de Copacabana: 50.000 cruzeiros (10 mille dollars)

-un commando constitué de 3 hommes attaque une grande usine de produits alimentaires et s'enfuit avec 70.000 cruzeiros, soit 14.000 dollars.

-un autre commando parvient à pénétrer dans les installations de l'entreprise "Transportes Coletivos Santo Antonio" et s'empare de la somme de 15.000 cruzeiros, soit 3.000 dollars.

-une voiture blindée de la Banque Nationale de Minas Gerais qui transportait 80.000 cruzeiros, soit 20.000 dollars, est arrêtée par un commando qui utilisait plusieurs voitures pour cette action. Les occupants de la voiture blindée sont obligés à remettre la somme transportée.

São Paulo, 17 février:

A Santo André, vers midi, un commando exproprie 2 mimeographes, et une machine à écrire de l'école "Pentágono". Les révolutionnaires écrivent sur les murs de l'école: "Vive Marighela, à bas l'enseignement payant".

São Paulo, 18 février:

Le commando révolutionnaire Aldo Sá composé de guérilleros urbains de l'Action de Libération Nationale, ALN, du Mouvement Révolutionnaire Tiradentes, MRT, et du Mouvement Révolutionnaire du 8 Octobre, exproprie 500 mille cruzeiros (soit 100.000 dollars) des bijouteries "Divina".

Rio de Janeiro, 1er. mars:

A 18h30, un des magasins de la chaîne de "Supermarchés Nationaux" est plein de clients. Un jeune homme se présente à la porte principale et avec un megaphone annonce qu'une expropriation va se faire, et que les personnes présentes n'ont rien à craindre de l'action révolutionnaire. Aussitôt après, 6 jeunes gens et cinq jeunes filles armées de mitrailleuses entrent, s'emparent de 50.000 cruzeiros (10.000 dollars) de la caisse. L'opération n'a duré que 3 minutes.

São Paulo, 6 mars:

Un commando armé attaque une grande banque dans la ville de Campinas, et exproprie alors 40.000 cruzeiros, soit 8.000 dollars.

São Paulo, 5 mars:

Un groupe de révolutionnaires attaque le poste de Agua Branca du Bureau Régional du Travail expropriant 109 cartes de travail vierges (permis de travail).

Rio de Janeiro, 9 mars:

Un groupe de révolutionnaires attaque une agence de la banque de l'Etat de Rio de Janeiro (São José de Meriti), et emportent 30.000 cruzeiros (soit 6.000 dollars).

Une autre agence de cette même banque est attaquée alors que les valeurs étaient déposées dans une voiture blindée de la compagnie d'assurances "Brinks". Résultat: 43.000 cruzeiros, soit 8.000 dollars.

São Paulo, 10 mars:

L'industrie MAPRI est attaquée. Les guérilleros emportent 60.000 cruzeiros (10.000 dollars).

Le même jour, un commando révolutionnaire composé de 10 hommes armés de mitrailleuses, et utilisant 4 voitures, occupe pendant 10 minutes une des plus grandes industries de notre pays -Aços Vilarés-. Immobilisant les gardiens, ils retirent du coffre-fort 90.000 cruzeiros (soit 18.000 dollars). Avant d'abandonner les lieux, ils distribuent des pamphlets aux ouvriers, leurs expliquant la destination de l'argent exproprié.

Rio de Janeiro, 10 mars:

Un commando de 3 hommes attaque la Banque d'Etat. Résultat: 29 mille cruzeiros (environ 5.000 dollars).

6.

Rio de Janeiro, 12 mars:

Action d'expropriation d'une filiale des "Maisons da Banha" (Tijuca): 70.000-cruzeiros ont été emporté (soit 14.000 dollars).

Rio de Janeiro, 14 mars:

Un commando révolutionnaire composé de 4 femmes, 16 hommes, -quelques uns revêtent l'uniforme de la Police Militaire-, réussit l'une des actions d'expropriation les mieux planifiées de l'histoire de la lutte urbaine au Brésil. Il entre dans un grand super-marché, après avoir préalablement contrôlé le trafic aux alentours. Il coupe les fils téléphoniques, les appareils de télévision (circuit fermé), ouvrent le coffre-fort en retirant 60.000 cruzeiros (soit 12.000 dollars). Puis, n'utilisant que des mégaphones, organisent un "meeting" en place.

Pernambuco, 16 mars:

Affamés envahissent Tacaimbo dans la zone de l'agreste du Pernambuco, et réclament du pain et du travail.

Pernambuco, 19 mars:

200 affamés essaient de prendre la ville de Parambú pour saccager les magasins du 4ème Bataillon du Génie de l'Armée.

São Paulo, 19 mars:

Un groupe révolutionnaire incendie une voiture de Radio-Patrouille, après avoir pris les armes des militaires qui l'occupaient.

Rio de Janeiro, 21 mars:

Le super-marché Peg-Pag (Ipanema) est attaqué par un groupe révolutionnaire. Il emporte 16.300 cruzeiros (soit 3.260 dollars).

Pernambuco, 26 mars:

4.000 affamés envahissent la ville de Cupira, où se trouvent déjà 1.038 nordestins affamés arrivés la semaine dernière à la recherche de travail et de pain.

Minas Gerais, 30 mars:

A l'occasion de l'anniversaire de l'installation de la dictature au Brésil, des bombes explosent dans le centre de Belo-Horizonte, et des pamphlets dénonçant le coût élevé de la vie, les prisonniers politiques, sont distribués.

São Paulo, 30 mars:

Un groupe de combattants interrompant la circulation, avenue Jaguaré, occupe le pont du fleuve Pinheiros et pendant 20 minutes réalise un meeting.

São Paulo, 31 mars:

Des éléments appartenant au mouvement fasciste "Tradition, Famille et Propriété", étroitement lié au gouvernement, tentent de réaliser une manifestation en faveur de la dictature dans la cour de la Faculté de Droit de l'Université de São Paulo. La réaction des étudiants fut violente: ils brûlèrent les tracts distribués et expulsèrent ces éléments des lieux.

Sergipe, 1er. avril:

A Feira Nova, la grande concentration d'affamés oblige les propriétaires des maisons de commerce à fermer les portes de leurs établissements.

Pernambuco, 1er. avril:

Concentration de sinistrés à Aguas Belas réclamant pain et travail.

Rio de Janeiro, 2 avril:

Un groupe de combattants exproprient de garage Pina (Vila Isabel) 3 automobiles, et six jeux de plaques d'immatriculation.

Sergipe, 2 avril:

Des centaines d'affamés envahissent la ville de Feira Nova exigeant du pain, des vêtements, du travail.

São Paulo, 3 avril:

Deux brasseries sont attaquées. Résultat 37.000 cruzeiros, soit 7.400 dollars.

Pernambuco, 6 avril:

Environ 300 affamés envahissent la ville de Altinho, occupent la mairie et exigent pain et travail.

x Rio de Janeiro, 6 avril:

5 jeunes gens armés de mitrailleuses et révolvers, obéissant aux ordres d'un homme en uniforme d'officier de l'Armée, attaquent l'agence Parada de Lucas de la Banque Commerciale de Minas Gerais. L'action dure moins de 5 minutes, et 100.000 cruzeiros sont expropriés (soit 20.000 dollars).

São Paulo, 15 avril:

Un commando révolutionnaire exécute l'industriel danois Albert Boilesen, 54 ans, président de l'entreprise nord-américaine "Ultragás" alors qu'il quitte son domicile à 9 heures, Jardim América. Boilesen était le leader d'un groupe de capitalistes qui offrait de fortes sommes à la police pour collaborer à la lutte contre les révolutionnaires brésiliens. Il appartenait au fameux groupe "CCC" (Commando de Chasse aux communistes).

Bahia, 21 avril:

Les évêques d'Amérique Latine réunis à Salvador répètent qu'existent sur le continent américain des distorsions et des erreurs dans la manière d'appliquer la doctrine sociale de l'Eglise.

Rio de Janeiro, 29 avril:

Au cours d'une action minutieusement planifiée, 10 révolutionnaires, dont 2 jeunes filles de moins de 20 ans, armés de mitrailleuses et d'autres armes attaquent l'Ordre Tertiaire de Saint François (Tijuca). Les révolutionnaires emportent 157.000 cruzeiros (32.500 dollars), après avoir distribué de très nombreux tracts expliquant le pourquoi de cette action.

Ce même jour, l'Association Brésilienne de la Presse (ABI) revendique la liberté de presse, l'amnistie pour les crimes politiques, et l'application effective du Conseil de la Défense des Droits de la Personne Humaine.

8.

Pernambuco, 5 mai:

Les travailleurs des plantations de canne à sucre, et des usines de la Zona da Mata menacent d'envahir les villes de la région pour chercher du pain et du travail.

São Paulo, 8 mai:

4 guérilleros envahissent les ateliers de l'Entreprise Pauliste d'Onibus, Parc São Lucas, et après avoir dominé les gardiens, retirent des coffres-forts 36.500 cruzeiros (soit 7.000 dollars).

Rio de Janeiro, 8 mai:

8 hommes entrent dans l'usine de boissons Pepsi-Cola, située dans le quartier de Pavuna. Ils s'emparent de la somme de 90.000 cruzeiros, soit 18.000 dollars. Le groupe refuse d'emporter la somme de 15.000 cruzeiros destinée à la paye des ouvriers.

Un autre groupe envahit les caves des brasseries "Brahma" où il s'empare de la somme de 569 cruzeiros (environ 1.000 dollars).

São Paulo, 10 mai:

Deux attaques sont effectuées presque simultanément: la première contre une voiture qui transporte la paye de la Banque Bradesco (la plus importante du pays, à 9 heures, quartier Ermelindo Matarazzo. Les guérilleros emportent 150.000 cruzeiros, soit 30.000 dollars. L'autre attaque est effectuée contre l'entreprise de Transports Tusa S.A., dans le quartier Freguesia do Ó. Résultat 140.000 cruzeiros, soit 28.000 dollars.

São Paulo, 15 mai:

L'entreprise Kelmaq S.A. est attaquée par un groupe de révolutionnaires: ils emportent 2 machines off-set, une ronéo, une photocopieuse et une machine à écrire.

Guanabara, 28 mai:

100.000 cruzeiros (soit 20.000 dollars) sont expropriés au cours de 2 actions. La première à Sotreq, entreprise de tracteurs. La seconde à un distributeur des brasseries Brahma.

Bahia, 28 mai:

Les forces révolutionnaires enlèvent le commissaire de police Manuel Quadros.

NOUVELLES EN BREF

Herbert de Carvalho arrêté

Herbert Carvalho dirigeant de l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire (VPR) a été arrêté par le CODI (CENTRE OPERATIONEL DE DEFENSE INTERNE). Herbert est étudiant en médecine et sa vie est en danger. La dictature, comme toujours, essaiera sous la torture d'arracher toutes les informations jusqu'à ce que meurt ce révolutionnaire. Le Front Brésilien d'Information lance un appel véhément pour que tous les efforts possibles soient déployés pour sauver Herbert Carvalho.

Remis en liberté par les militaires, il est enlevé par les policiers

Le citoyen Alan Melo de Albuquerque, en prison depuis plus d'un an sans aucune accusation formelle puisse être prononcée contre lui, a été remis en liberté sur l'ordre du tribunal militaire de Recife. Cependant, à peine sorti de prison, une voiture occupée par des policiers en civil s'approche; "l'ex prisonnier" fut obligé d'y monter et fut emmené dans un lieu inconnu. Les protestations de l'avocat au tribunal militaire de Recife, et au gouvernement de l'Etat n'ont reçu jusqu'à aujourd'hui aucune réponse.

Condamnations en masse

Seulement au cours de la dernière semaine de mai, 47 citoyens ont comparu devant les tribunaux d'exception du régime. Outre les 23 accusés de Brasília, 11 personnes furent inculpées à Rio de Janeiro, dont l'étudiant Luís Lott de Moraes Costa, petit fils du Maréchal Teixeira Lott, le militant Atos Fon Filho déjà condamné à 30 ans de prison par un tribunal militaire de São Paulo, deux brésiliens "bannis" par le gouvernement, et enfin deux militants ... déjà exécutés par la police. A Bahia, 17 personnes ont été également accusées d'avoir violé la loi de sûreté nationale. Le leader syndical Marival Nogueira Caldas a été condamné à 6 mois de prison.

A Rio de Janeiro, l'étudiant Jorge Raimundo Júnior, et le professeur d'éducation physique Rômulo Noronha de Albuquerque, accusés d'avoir assassiné un policier, déclarent à leurs juges que les aveux qui leur sont attribués ont été obtenus sous la torture; ils nient avoir participé à l'action au cours de laquelle le policier est mort.

Un prêtre hollandais cité en justice

Le Père Johannes Albertus Rutges, hollandais, a été inculpé par le procureur militaire de Brasília. Le prêtre est accusé d'avoir fait imprimer et distribuer des tracts à "caractère subversif" en collaboration avec un dirigeant d'un groupe de résistants appartenant à l'organisation VAR-Palmares.

Au cours du même procès du Père Rutges, 23 membres de cette organisation seront jugés. On compte parmi eux des ingénieurs agronomes, des étudiants, des ouvriers, des employés de banques et un groupe de soldats du VIIIe. groupe d'artillerie anti aérienne de la Capitale.

Un citoyen brésilien arrêté en Uruguay

Le citoyen brésilien Carlos Washenko Suarez qui était allé en avril en Uruguay afin de demander l'asile politique aux autorités uruguayennes n'a pas encore été libéré. Il avait fait sa demande d'asile au commissariat de police de Montevideo: il en résulte un long interrogatoire et son emprisonnement au Centre d'Instructions de la Marine. Cette information a été donnée par le périodique uruguayen "Marcha".

Des presbytériens veulent enquêter sur les tortures

L'Assemblée générale de l'Eglise Presbytérienne Unie, qui s'est réunie au mois de mai à Rochester, Etats-Unis, a demandé à l'ONU que soit faite une enquête sur les tortures infligés aux prisonniers politiques au Brésil.

Bethlem: Tutelle sur la Bolivie

Les récentes déclarations du général brésilien Bethlem qui proposait un protectorat ou une tutelle sur la Bolivie, ont été considérées par la diplomatie brésilienne comme venant d'un "citoyen isolé". Le général Bethlem est impliqué directement dans le complot du 11 janvier qui visait à renverser le gouvernement bolivien. A l'époque, l'ambassade du Brésil à La Paz s'était empressé d'affirmer qu'"elle n'était pas responsable des actes du général Bethlem". Ce à quoi le quotidien bolivien "Presencia" répondait: "il serait naïf d'admettre que ce militaire a agi de lui même, ou en utilisant ses ressources personnelles".

Il reste que le gouvernement brésilien n'a jamais éclairci sa position quant à la participation du général Bethlem au complot contre le gouvernement bolivien. Et bien qu'il nie officiellement d'endosser les déclarations du général Bethlem, sa politique en Amérique Latine nous amène à croire que l'attitude du général est parfaitement cohérente avec les directives de la dictature militaire.

Portugal et Brésil: alliance coloniale

Les relations entre le Portugal et le Brésil, assez froides à l'époque où Jânio Quadros condamna la politique colonialiste de Salazar, se normalisaient et même devinrent excellentes après l'installation de la dictature militaire au Brésil. En 1969, une mission économique brésilienne visitait les colonies portugaises ayant pour but d'intensifier les relations entre le Portugal et le Brésil. Récemment, le 6 juin 1971, un nouvel accord fut signé entre les 2 pays: outre les facilités fiscales favorisant l'échange commercial entre les 2 pays (le Portugal exportera du vin et des produits traditionnels, le Brésil des produits manufacturés fabriqués par des groupes étrangers), l'accord prévoit l'installation immédiate de dépôts généraux brésiliens en franchise à Lisbonne, Luanda (Angola) et Lourenço Marques (Mozambique).

Des négociations entre des entreprises des deux pays sont prévues afin d'améliorer le système de transports maritimes et aériens, ainsi que la possibilité d'investissements communs sur des projets de nature commerciale et industrielle.

Le renforcement des relations entre le Brésil, le Portugal et l'Afrique du Sud, l'aiguillage de la politique expansionniste brésilienne (conséquence du manque de débouchés intérieurs) doivent être vus comme une alerte pour tous ceux qui soutiennent la lutte des peuples opprimés de l'Afrique Portugaise.

La disparition des Indiens

Un groupe d'anthropologues a lancé récemment dans le quotidien "Correio da Manhã" un avertissement aux autorités. Ils déclarèrent que si des mesures énergiques n'étaient pas prises, il n'y aurait dans 30 ans plus un seul indien au Brésil. Ils font remarquer que des 10 tribus qui existaient au début du siècle, il n'en reste que 6, et que de 1957 à 1970, 57 groupes ont disparu sur un total de 143. C'est ainsi que l'on comptait en 1945 (lorsqu'ils furent pacifiés) 6.000 Xavantes, on en compte aujourd'hui 1.800: ce reste a survécu aux exterminations pratiqués par les colons. Cependant, en prenant en considération l'indice de croissance de la population du pays, on devrait en compter 12.000. Le gouvernement de l'Etat du Mato Grosso où vivent les Xavantes a non seulement réduit la superficie du territoire qui leur appartient, mais ne fait rien pour empêcher que leur soient volées les terres qui leur restent.

Premier: Armement

Tandis que des catastrophes s'abattent sur le Brésil, et en particulier sur le Nordeste (sécheresse, inondations...), tandis que s'élève le nombre de citoyens atteints de malarie, de la maladie de Chagas, de la lèpre, de la tuberculose, typhus, vermineuse et de tant d'autres maladies résultant de la sous-nutrition, le gouvernement militaire réduit toujours davantage le budget accordé au ministère de la Santé. En 1964, 3,65% seulement du budget était accordé; en 1971, cette participation s'est vue réduite à 1,53% - les sommes retirées à la santé (comme à l'éducation) se retrouvent dans la part attribuée aux forces armées et sont ainsi destinées à l'acquisition de matériel militaire.

Police militaire: la prévision la plus importante du budget de l'Etat de Guanabara

Dans le budget de l'Etat de Guanabara pour 1971, la disproportion entre les dépenses prévues pour la police militaire (216.528 cruzeiros) et celles des autres secteurs (services médicaux: 144.114) prouve l'importance toujours plus grande que le régime militaire accorde à son système répressif. Cette importance ne surprend pas. Elle atteste le caractère d'un régime anti populaire qui, pour dépasser ses propres contradictions, utilise la répression comme force principale.

Radio Nationale: Propagande de la dictature en 4 langues

Dans quelques semaines, la radio Nationale transmettra en 4 langues (anglais, français, espagnol, et allemand). Selon les informations données par le directeur, M. Américo Fernandes, la Radio Nationale diffusera "au monde entier une image réelle du Brésil pour mettre fin à la campagne de diffamation dirigée par les agents de la subversion internationale".

Les programmes sont destinés aux pays avec lesquels le régime militaire a des échanges commerciaux intenses, et visent selon M. Américo Fernandes à sensibiliser les investisseurs étrangers, en leur montrant les possibilités d'inversions de capital au Brésil".

LE SCANDALE DU SIECLE: LA CONSTRUCTION DU PONT RIO-NITEROI

La commission Exécutive du pont Rio-Niterói a été créée par le décret n° 60.896 du 23 juillet 1967. Le cout initial du contrat signé par le colonel de l'armée Mário Andrezza pour la construction du pont, le 4 décembre 1968 était de 201.007.447,08 cruzeiros (soit 40.201,489,40 dollars). L'oeuvre devait être réalisée en 850 jours.

En décembre 1969 le nouveau délai fut fixé à 1070 jours, les travaux devant alors se terminer fin 1971.

En septembre 1970, les retards par rapport au nouveau planning étaient déjà considérés comme irrécupérables.

En février 1971, le gouvernement décide d'exproprier le "Consortium Constructeur Rio-Niterói". Ce consortium, il est bon de le souligner, soumissionna pour un prix 50 pour cent moins cher que le second, lors de l'appel d'offre pour la construction du pont. Le même consortium a du gouvernement 212.521.489,93 (soit 42 millions de dollars) pour un ouvrage évalué à 299 millions de cruzeiros, et ce qui a été réalisé représente à peine 20%.

À la signature du nouveau contrat le 15 février de cet année il fut fixé un nouveau planning qui prévoit la fin de la construction du pont durant le seconde semestre 1973; ni jour, ni mois ne sont indiqués. Mais, selon les déclarations du ministre Andrezza lui-même, ce calendrier ne sera réalisé que si l'équipement qui vient de l'étranger arrive à temps. Au sujet de l'investissement, il affirme que le coût total du pont sera de 688.021.489,93 cruzeiros.

Cependant en désaccord avec le ministre de transports de la dictature brésilienne, l'ingénieur Freitas Diniz, après une étude, affirme dans un document officiel que le coût total de l'ouvrage sera 3 fois supérieur à ce qu'affirme M. le Ministre de Transports. Un billion et 826 millions de cruzeiros seront dépensés, soit 365 millions de dollars, se répartissant ainsi: "212 millions correspondant au premier contrat, 1 billion et 100 millions de services pour ce second contrat y compris l'administration de l'entrepreneurs, 104 millions de structures métalliques des arches centrales, 78 millions d'expropriations de projets, 50 millions pour les emprunts et financement du premier consortium (O Estado de São Paulo, 28/5/71).

Le gouvernement militaire s'est toujours prétendu moraliste, mais il est aussi corrompu que n'importe quel gouvernement capitaliste au service de l'impérialisme mondial.

La dite "Oeuvre du Siècle" dont se vantait le gouvernement dans sa campagne de propagande a été étiquetée récemment par le journal français "Le Monde" comme étant "Le scandale du Siècle".

"DENATIONALISATION" DE L'ECONOMIE BRÉSILIENNE

Un sénateur du MDB (Parti d'opposition "legal") a présenté récemment au sénat une série de données montrant clairement la mainmise du capital étranger sur l'économie brésilienne. Ces chiffres sont fournis par la Banque Centrale du Brésil, organisme gouvernementale. La participation étrangère dans le Brésil entier se répartit comme suit par groupes d'activité:

industrie	70,2%
commerce	58,3%
transports	67,8%
presse	69,2%
publicité	89,9%

Ce problème avait déjà été soulevé à la Chambre en 1968. Une Commission Parlementaire d'Enquête avait été constitué par la Chambre Fédérale. Celle-ci devait conclure ses travaux par une publication montrant sans équivoque l'abandon de l'économie nationale aux mains des groupes étrangers. Les protestations de l'"opposition" soumise aux règles de jeu imposées par la dictature n'ont pu entraver le processus de "dénationalisation".

Il est vrai que le gouvernement lui-même facilite la pénétration du capital étranger. Il a prévu une gamme d'avantages fiscaux et de crédits pour les attirer au Brésil, surtout dans les secteurs d'exportation (en article précédant, Front n°5, montre que les capitaux étrangers dominent les industries d'exportation, comme toute l'industrie de pointe, d'ailleurs).

Mais les facilités accordées aux groupes étrangers vont plus loin encore: non seulement ils bénéficient d'avantages importants, mais l'apport de capital nécessaire est très faible. En définitive les groupes étrangers travaillent essentiellement avec les propres ressources internes du pays. Une publication des organisations révolutionnaires "L'Arme de la Critique" montre que les 20 entreprises qui doivent le plus d'argent à la Banque du Brésil sont étrangères, que les 10 entreprises qui reçoivent le plus de capitaux du marché brésilien sont étrangères, et que la compagnie d'électricité "Light" récupère son capital avec les bénéfices fait en 6 ans.

Les journaux brésiliens nous apprenaient il y a peu que la Volkswagen était le plus gros client des avantages fiscaux de la SUDENE. Cet organisme - Superintendance du Développement du Nordeste - avait été créé avec des fonds du Budget fédéral pour développer le Nordeste, région la plus pauvre du pays. Pour encourager les investissements privés, il était prévu que les sommes utilisées dans les projets approuvés par la SUDENE pouvaient être déduites de l'impôt. C'est ainsi que le maître d'oeuvre d'un projet ne devait apporter que 12,5% du capital, le reste pouvant être fourni par les collectivités et les capitaux privés.

A l'origine les capitaux étrangers ne pouvaient bénéficier des avantages de la SUDENE, mais depuis l'instauration de la dictature militaire, ils pénètrent en force au Nordeste. Les conséquences économiques et sociales ont été désastreuses pour cette région où le sous emploi et le chômage touchent plus de 60% de la population: élimination de la petite et moyenne entreprise, fermeture d'emplois, émigration rurale, paupérisation croissante des couches défavorisées de la population.

Un exemple récent vient montrer que ce processus de "dénationalisation" se poursuit à un rythme inquietant. Notre bulletin de mars annonçait que l'Akzo Sal (du groupe hollandais Akzo-Zout et International Salt) avait acquis 90% de la plus grande entreprise saline du Nordeste. Les conséquences ne se sont pas fait attendre: le Ministre du Travail annonce que ce groupe a décidé de mécaniser l'exploitation du sel. Cette mesure de "modernisation" met au chômage 50.000 travailleurs. 50.000 travailleurs et leurs familles condamnés à l'exode au long des chemins du Nordeste à la recherche d'hypothétique moyen de survie...

BRESIL: LE GENDARME DU CONTINENT LATINO-AMERICAIN

L'offensive diplomatique de la dictature brésilienne "visant à donner une meilleure image du Brésil" dévoile le vrai visage du régime. Le Brésil présente, à l'extérieur, une image qui ne peut être évidemment pas confondue avec l'image de la dictature.

"On ne peut déjà plus parler d'un traitement réservé uniquement à l'Amérique Latine" a dit Gibson Barbosa, ministre de l'Extérieur, au cours d'une conversation avec Rockefeller (O Estado de São Paulo, 15/5/71). Le régime militaire remplit ses fonctions de gendarme du Continent, fonction dont il est responsable devant les américains. L'envoi de troupes à São Domingos aux côtés des forces d'occupation nord-américaines a été la première manifestation publique de cette politique.

En janvier dernier, la dictature a pris part à un coup d'état en Bolivie (Front I- 1971). L'agent de cette opération, le général en retraite Hugo Bethlem, vient de déclarer, dans un discours prononcé au cours d'un dîner à l'ambassadeur argentin que les frères aînés (Brésil et Argentine) doivent exercer un protectorat sur la Bolivie. Aux protestations du gouvernement bolivien, la dictature déclare cyniquement que de telles déclarations ont été publiées parce que "la liberté de presse existe dans notre pays" (Interpress, 28/5/71).

Le rôle de gendarme provoque différentes réactions au Brésil et dans d'autres pays. Au cours de la conférence des pays de la "Bacia do Prata" (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Bolivie), conférence destinée à résoudre les problèmes de cette région, la dictature dut affronter l'opposition des trois derniers pays cités, et la protestation de groupes qui n'ont rien de gauchistes.

Le parti Démocrate Chrétien d'Argentine, par exemple, a affirmé dans une note officielle que "le Brésil utilise la théorie des frontières idéologiques pour justifier ses interventions dans les problèmes internes des républiques soeurs. Un délégué bolivien fait remarquer que l'attitude de la dictature brésilienne au cours de cette conférence correspond à ce qui se passe dans les relations commerciales entre les pays latino-américains et les Etats-Unis. Le grand veut avaler le petit. L'impérialisme existe aussi dans notre continent (Journal du Brésil, 3/6/71).

Cette image de la dictature est même l'objet de remarques de la part de quelques membres du régime. L'ex-gouverneur d'Amazonie et actuel membre du Conseil Fédéral de la Culture, Artur César Reis, a affirmé que "le haut potentiel économique du Brésil et la grande phase de développement qu'il traverse donnent une image impérialiste de notre pays en Amérique Latine". Il ajoute: "L'Itamarati (Ministère des Affaires Etrangères) devra trouver une formule habile pour minimiser ce malaise au nom de la paix et de la sécurité du continent" (Correio da Manhã). Convenons qu'il n'est pas facile de trouver une belle formule. La dictature se révèle isolée à l'ONU, avec le Portugal et l'Afrique du Sud au cours des votes portant sur les pays africains sous domination portugaise. A la conférence de l'OEA, ses thèses sur la coordination continentale de la répression ne reçurent l'appui que de Haïti, du Guatemala, de l'Equateur et de l'Argentine alors gouvernée par Livingstone. Malgré une diplomatie et une propagande non moins habile, l'image que le monde a de la dictature ne pourra être détruite. Aux côtés de Haïti, de l'Afrique du Sud et du Portugal, la dictature brésilienne nous donne son profil.